

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Compagnies Loblaw limitée annonce les résultats du troisième trimestre de 2011¹⁾

BRAMPTON, ONTARIO Le 16 novembre 2011 Les Compagnies Loblaw limitée (TSX : L) (« Loblaw » ou la « société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers non audités pour le troisième trimestre clos le 8 octobre 2011. Le rapport du troisième trimestre de la société sera déposé sur SEDAR et disponible au sedar.com.

Résumé du troisième trimestre de 2011¹⁾

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,84 \$, en hausse de 18,3 % par rapport au troisième trimestre de 2010
- Marge du BAIIA²⁾ de 6,6 %, comparativement à 6,1 % au troisième trimestre de 2010
- Produits de 9 727 millions de dollars, en hausse de 2,0 % par rapport au troisième trimestre de 2010
- Chiffre d'affaires en hausse de 2,0 % et chiffre d'affaires des magasins comparables en hausse de 1,3 % par rapport à ceux inscrits pour le troisième trimestre de 2010

« Au troisième trimestre, l'amélioration qu'a connue Loblaw au chapitre de l'exécution lui a permis d'accroître son chiffre d'affaires, tout en enregistrant une marge du BAIIA²⁾ et des charges relativement stables, » a déclaré M. Galen G. Weston, président du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. « Nous poursuivons la mise en œuvre de nos programmes de renforcement de l'infrastructure et nous nous attendons à ce que les investissements liés à ces programmes aient des répercussions négatives sur notre résultat opérationnel. Nos diverses initiatives se déroulant comme prévu, nous nous en remettons maintenant à notre nouveau président, M. Vicente Trius, qui a déjà les rennes bien en main, pour poursuivre sur notre lancée. »

En raison de la transition aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou « PCGR ») en date du 2 janvier 2011, tous les chiffres correspondants pour 2010 présentés précédemment dans les états financiers consolidés préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens ») ont été retraités afin de les rendre conformes aux IFRS. Des informations supplémentaires sur la transition aux IFRS et sur son incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la société sont présentées à la note 15 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du troisième trimestre de 2011 de Les Compagnies Loblaw limitée (la « société » ou « Loblaw »).

Par suite de cette transition, la société compte deux secteurs opérationnels à présenter :

- le secteur **Vente au détail**, qui comprend principalement les produits alimentaires, ainsi que les produits pharmaceutiques, les postes d'essence, les vêtements et les autres articles de marchandise générale;
- le secteur **Services financiers**, qui comprend les services de cartes de crédit, le programme de fidélisation de la clientèle, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications.

1) Le présent communiqué de presse renferme des énoncés prospectifs. Voir les énoncés prospectifs à la page 5 du présent communiqué de presse pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et projections formulées dans les présentes et pour connaître les principales hypothèses posées. Ce communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les documents que Les Compagnies Loblaw limitée dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières et qui peuvent être consultés au sedar.com et au loblaw.ca.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

Résultats opérationnels consolidés trimestriels

Pour les périodes closes le 8 octobre 2011 et le 9 octobre 2010 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2011 (16 semaines)	2010 (16 semaines)	Variation (en pourcentage)	2011 (40 semaines)	2010 (40 semaines)	Variation (en pourcentage)
Produits	9 727 \$	9 535 \$	2,0 %	23 877 \$	23 717 \$	0,7 %
Résultat opérationnel	421	389	8,2 %	1 069	1 023	4,5 %
Bénéfice net	236	197	19,8 %	595	510	16,7 %
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,84	0,71	18,3 %	2,11	1,84	14,7 %
Marge opérationnelle	4,3 %	4,1 %		4,5 %	4,3 %	
BAIIA ¹⁾	639 \$	581 \$	10,0 %	1 598 \$	1 499 \$	6,6 %
Marge du BAIIA ¹⁾	6,6 %	6,1 %		6,7 %	6,3 %	

- Les produits se sont établis à 9 727 millions de dollars au troisième trimestre de 2011, en hausse de 192 millions de dollars, ou 2,0 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de 2010. Cette progression est essentiellement attribuable à la hausse des produits tirés du secteur Vente au détail et du secteur Services financiers dont il est question ci-dessous.
- Le résultat opérationnel s'est établi à 421 millions de dollars au troisième trimestre de 2011, en hausse de 32 millions de dollars, ou 8,2 %, par rapport celui du troisième trimestre de 2010. La marge opérationnelle s'est établie à 4,3 % au troisième trimestre de 2011, en comparaison de 4,1 % au troisième trimestre de 2010. Le résultat opérationnel du secteur Vente au détail s'est accru de 39 millions de dollars, mais cette hausse a été neutralisée par les investissements continus effectués en vue de soutenir la croissance du secteur Services financiers, ce qui a donné lieu à une diminution de 7 millions de dollars du résultat opérationnel.
- Le résultat opérationnel consolidé comprend les éléments suivants :
 - des coûts marginaux de 19 millions de dollars liés aux investissements de la société dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement. Ces coûts incluent les charges suivantes :
 - un montant de 55 millions de dollars (40 millions de dollars en 2010) lié aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - un montant de 89 millions de dollars (80 millions de dollars en 2010) se rapportant à des coûts supplémentaires liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information;
 - un montant de néant (5 millions de dollars en 2010) lié à des changements apportés au réseau de distribution;
 - une charge de 15 millions de dollars (9 millions de dollars en 2010) attribuable à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à terme sur capitaux propres;
 - une charge de 12 millions de dollars liée à la conversion de certains magasins de format conventionnel de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées au troisième trimestre de 2010, lorsque la société avait engagé des coûts de 17 millions de dollars à l'égard de cette ratification;
 - un profit de 14 millions de dollars découlant de la vente d'une partie d'un bien immobilier situé à North Vancouver, en Colombie-Britannique.
- Le bénéfice net du troisième trimestre de 2011 a progressé de 39 millions de dollars, ou 19,8 %, par rapport à celui du troisième trimestre de 2010, pour s'établir à 236 millions de dollars. Cette progression s'explique par l'augmentation du résultat opérationnel, par la baisse des charges d'intérêts nettes et autres charges financières et par la diminution du taux d'impôt effectif.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

- Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2011 en entier, la société prévoit :
 - des coûts marginaux liés aux technologies de l'information et à la chaîne d'approvisionnement d'environ 20 millions de dollars pour le quatrième trimestre et d'environ 90 millions de dollars pour l'exercice;
 - des coûts liés à la conversion de certains magasins de format conventionnel de l'Ontario aux termes des conventions collectives totalisant entre 20 millions de dollars et 30 millions de dollars pour le quatrième trimestre, et entre 32 millions de dollars et 42 millions de dollars pour l'exercice;
 - des dépenses d'investissement d'environ 1 milliard de dollars pour l'exercice, compte tenu des dépenses d'investissement d'environ 640 millions de dollars engagées au cours du troisième trimestre;
 - une variation possible de son bénéfice par rapport à celui du quatrième trimestre de 2010, qui tenait compte d'un recouvrement net de 7 millions de dollars, liée à l'application de la norme IFRS relative à la dépréciation des immobilisations corporelles.

Les résultats consolidés trimestriels par secteur opérationnel à présenter sont les suivants :

Résultats opérationnels du secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 8 octobre 2011 et le 9 octobre 2010 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2011 (16 semaines)	2010 (16 semaines)	Variation (en pourcentage)	2011 (40 semaines)	2010 (40 semaines)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires	9 563 \$	9 377 \$	2,0 %	23 477 \$	23 314 \$	0,7 %
Marge brute	2 071	2 060	0,5 %	5 251	5 204	0,9 %
Résultat opérationnel	397	358	10,9 %	1 015	936	8,4 %
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables	1,3 %	(0,4 %)		0,4 %	(0,3 %)	
Marge brute (en pourcentage)	21,7 %	22,0 %		22,4 %	22,3 %	
Marge opérationnelle	4,2 %	3,8 %		4,3 %	4,0 %	

- Les principaux éléments de la variation du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail entre le troisième trimestre de 2010 et le troisième trimestre de 2011 ont résulté des facteurs suivants :
 - le chiffre d'affaires des magasins comparables s'est redressé de 1,3 % (baisse de 0,4 % en 2010);
 - le chiffre d'affaires des produits alimentaires a connu une croissance modeste;
 - le chiffre d'affaires tiré des produits pharmaceutiques a légèrement diminué, en raison des répercussions de l'ajout de certains nouveaux médicaments sur ordonnance à la liste des médicaments génériques et des changements réglementaires adoptés dans plusieurs provinces en 2010 et en 2011;
 - la majoration du prix de détail de l'essence et la légère hausse du volume des ventes ont généré une forte croissance du chiffre d'affaires des postes d'essence;
 - le chiffre d'affaires tiré des articles de marchandise générale, à l'exception des vêtements, a légèrement fléchi, en raison d'une diminution continue de la superficie en pieds carrés et de l'optimisation de la gamme et de l'assortiment de produits;
 - l'augmentation de la superficie en pieds carrés occupée par les vêtements a donné lieu à une croissance modérée du chiffre d'affaires;
 - la société a enregistré une inflation interne moyenne trimestrielle modeste du prix des produits alimentaires au troisième trimestre de 2011, laquelle a été inférieure à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments de 4,9 % enregistrée au pays (1,3 % en 2010), calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasins » (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de Loblaw. Au troisième trimestre de 2010, l'indice interne moyen trimestriel du prix des produits alimentaires de la société n'avait pas connu de croissance.
- La marge brute du troisième trimestre de 2011 s'est chiffrée à 2 071 millions de dollars, soit 21,7 % du chiffre d'affaires, en hausse de 11 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de 2010, qui s'était établie à 2 060 millions de dollars, soit 22,0 % du chiffre d'affaires. La diminution de la marge brute exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, est principalement attribuable au plus grand volume de ventes à plus faible marge enregistré par les postes d'essence et à la hausse du coût du carburant. L'augmentation de 11 millions de dollars de la marge brute est essentiellement attribuable à l'accroissement du chiffre d'affaires, à l'amélioration de la rentabilité des produits de marques contrôlées,

au raffermissement du dollar canadien, à la croissance et à la performance des magasins franchisés de la société et au reclassement, dans la marge brute, des indemnités professionnelles pharmaceutiques auparavant imputées aux frais de vente et aux charges générales et administratives. La hausse des coûts liés aux programmes de prix promotionnels et l'augmentation des frais de transport ont en partie neutralisé l'incidence favorable de ces améliorations.

- Le résultat opérationnel s'est chiffré à 397 millions de dollars au troisième trimestre de 2011, en hausse de 39 millions de dollars, ou 10,9 %, par rapport à celui du troisième trimestre de 2010, qui s'était chiffré à 358 millions de dollars. La marge opérationnelle s'est établie à 4,2 % au troisième trimestre de 2011, comparativement à 3,8 % pour la période correspondante de 2010. Ces augmentations tiennent aux efficacités continues en matière de main-d'œuvre et de coûts opérationnels, à l'amélioration du rendement dégagé par la société sur ses investissements dans les franchisés, au profit comptabilisé à l'égard de la vente d'une partie d'un bien immobilier situé à North Vancouver, en Colombie-Britannique, et à l'augmentation de la marge brute dont il est question plus haut. Ces améliorations ont été partiellement contrebalancées par les pertes de change comptabilisées, par les coûts marginaux liés à l'investissement de la société dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement, par les coûts liés à la conversion de certains magasins de format conventionnel de l'Ontario conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées au troisième trimestre de 2010 et par l'augmentation de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à terme sur capitaux propres. Le résultat opérationnel du troisième trimestre de 2010 tenait compte de coûts liés à la ratification de conventions collectives en Ontario.

Résultats opérationnels du secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 8 octobre 2011 et le 9 octobre 2010 (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2011 (16 semaines)	2010 (16 semaines)	Variation (en pourcentage)	2011 (40 semaines)	2010 (40 semaines)	Variation (en pourcentage)
Produits	164 \$	158 \$	3,8 %	400 \$	403 \$	(0,7 %)
Résultat opérationnel	24	31	(22,6 %)	54	87	(37,9 %)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	10	18	(44,4 %)	17	55	(69,1 %)

	Au 8 octobre 2011	Au 9 octobre 2010	Variation (en pourcentage)
Non audité (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)			
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	1 942 \$	1 927 \$	0,8 %
Créances sur cartes de crédit	1 911	1 855	3,0 %
Provision au titre des créances sur cartes de crédit	33	36	(8,3 %)
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	12,7 %	13,4 %	
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,3 %	5,8 %	

- Les produits du troisième trimestre de 2011 se sont établis à 164 millions de dollars, en hausse de 6 millions de dollars, ou 3,8 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de 2010, qui s'étaient chiffrés à 158 millions de dollars. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur des opérations sur cartes de crédit au troisième trimestre de 2011 et à la hausse des commissions d'interchange perçues qui en est résulté.
- Le résultat opérationnel du troisième trimestre de 2011 s'est établi à 24 millions de dollars, en baisse de 7 millions de dollars, ou 22,6 %, par rapport à celui du troisième trimestre de 2010, qui s'était chiffré à 31 millions de dollars. Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2011, en baisse de 8 millions de dollars, ou 44,4 %, par rapport à celui du troisième trimestre de 2010, qui s'était chiffré à 18 millions de dollars. Ces reculs s'expliquent par les investissements considérables au chapitre de la commercialisation et les coûts d'acquisition de clientèle importants, qui s'inscrivent dans le cadre des investissements continus effectués par la société en vue de soutenir la croissance de son secteur Services financiers, en partie contrebalancés par une hausse des produits.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse de Les Compagnies Loblaw limitée renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats opérationnels, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables, qui se rapportent à la société ou à sa direction. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et aux événements futurs.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment :

- l'évolution de la conjoncture économique, dont le taux d'inflation ou de déflation, et les variations des taux d'intérêt et des taux de change;
- des changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs;
- une intensification de la concurrence exercée par de nouveaux concurrents ou par des concurrents actuels;
- des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents;
- l'incapacité des magasins franchisés de la société d'afficher la performance attendue;
- l'incapacité de réaliser une croissance des produits ainsi que les économies et l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment ses investissements dans les systèmes informatiques, la chaîne d'approvisionnement et d'autres mesures de compression des coûts, ou l'obtention de résultats imprévus associés à la mise en œuvre de ces initiatives;
- l'augmentation des coûts liés aux services publics et, notamment, à l'électricité et au carburant;
- l'incapacité de la société à mettre en œuvre avec succès les volets de son plan touchant l'infrastructure et les technologies de l'information, y compris les différentes étapes du déploiement de son progiciel de gestion intégré;
- l'incapacité de l'infrastructure informatique à soutenir les besoins de la société;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incapacité à mener à bien les projets importants en temps opportun, notamment le lancement de produits novateurs et reformulés ou la rénovation et l'ouverture de magasins;
- l'incapacité de la chaîne d'approvisionnement à répondre aux besoins des magasins de la société;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- la modification du cadre législatif et réglementaire dans lequel la société exerce ses activités, y compris les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la réduction des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance-médicaments publics et la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- l'incapacité de respecter les lois et règlements s'appliquant à la société et à ses activités;
- l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements dans l'utilisation des estimations comptables de la société;
- les fluctuations du bénéfice de la société par suite de la variation de la valeur de la rémunération fondée sur des actions et des contrats à terme sur capitaux propres relatifs à ses actions ordinaires;
- les changements dans les passifs d'impôts de la société, notamment l'impôt sur le résultat, ainsi que dans les passifs liés à la réglementation et aux taxes à la consommation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales, des règlements sur les impôts ou des cotisations futures;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments;
- l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit;
- toute cotisation que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle;
- l'incapacité de la société à recruter et à garder à son emploi des dirigeants clés;
- les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité des fournisseurs;
- l'incapacité de la société de tenir des registres appropriés à l'appui de sa conformité aux règles, aux règlements et aux politiques comptables, fiscales ou juridiques.

Ces risques ainsi que d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » du rapport de gestion ainsi que du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2010 – revue financière de la société. Ces énoncés prospectifs reflètent les hypothèses actuelles de la direction à l'égard de ces risques et incertitudes et leur incidence respective sur la société.

En outre, d'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge sans importance à l'heure actuelle pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent communiqué de presse. La société n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les présents énoncés prospectifs que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, sauf dans la mesure où la loi l'exige.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-après. Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit rapproche le bénéfice avant impôt sur le résultat, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières, ainsi que les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « BAIIA ») avec le résultat opérationnel, lequel est rapproché du bénéfice net établi conformément aux PCGR et présenté dans les comptes consolidés résumés de résultats intermédiaires non audités pour les périodes de quarante semaines closes le 8 octobre 2011 et le 9 octobre 2010. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les produits.

Pour les périodes closes le 8 octobre 2011 et le 9 octobre 2010 (non audité) (en millions de dollars canadiens)	2011 (16 semaines)	2010 (16 semaines)	2011 (40 semaines)	2010 (40 semaines)
Bénéfice net	236 \$	197 \$	595 \$	510 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Impôt sur le résultat	90	90	228	243
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	95	102	246	270
Résultat opérationnel	421	389	1 069	1 023
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	218	192	529	476
BAIIA	639 \$	581 \$	1 598 \$	1 499 \$

États financiers consolidés et rapport de gestion annuels 2010

Le rapport annuel 2010 de la société est disponible sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société au loblaw.ca ou au sedar.com.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes en valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Kim Lee, vice-présidente, relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 16 novembre 2011, à 11 h (HNE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 17388680. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site, au loblaw.ca, cliquer sur l'onglet Centre des investisseurs, sélectionner Événements et présentations, puis cliquer sur la webémission. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Companies Loblaw limitée, au loblaw.ca.